

Budget—M. Clark

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous en sommes au point au Canada où les investissements—les sommes qui devraient être investies chez nous pour créer des emplois, les investissements canadiens et les sommes qui pourraient nous venir de l'étranger si le climat économique pouvait inspirer confiance aux investisseurs étrangers et canadiens—où les investissements, dis-je, fuient le pays plutôt que d'y entrer. De plus, nous pouvons voir que l'inflation reprend de plus belle. Nous apprenions hier qu'elle avait fait des gains encore une fois—pour atteindre un taux annuel de 8.8 p. 100, un taux d'inflation que la politique du ministre des Finances vis-à-vis du dollar canadien a encore fait grimper davantage.

Nous savons dans quelle situation pénible se trouvent les chômeurs au Canada. Plus d'un million de Canadiens sont maintenant sans travail, et pour toute réponse le gouvernement dit: cela ne fait rien; ils reçoivent l'assurance-chômage; ils n'ont pas besoin de travailler; ils peuvent faire appel au bien-être social. C'est là la philosophie du gouvernement actuel...

M. Paproski: Quelle honte!

M. Clark: ... il ajoute d'ailleurs: ce chiffre n'est pas exact. Ce ne sont pas vraiment des personnes, ce sont simplement des femmes qui désirent travailler. Ou encore: ce ne sont que des jeunes qui veulent travailler. Monsieur l'Orateur, c'est une attitude honteuse.

Des voix: Bravo!

M. Paproski: Celle d'un ministre sans cœur.

M. Clark: Bien sûr, nos femmes veulent travailler. Et elles ont le droit de s'attendre à ce que nous vivions dans une société moderne où elles peuvent trouver du travail, si elles le désirent. Bien sûr, les jeunes du pays veulent travailler. Et ils désirent choisir des carrières où il y a des emplois plutôt que de vivre aux crochets de la Commission d'assurance-chômage. Ils devraient vouloir travailler. Mais chez les femmes et chez les jeunes gens le désir ne suffit pas, il faut avoir du travail et trop souvent ce n'est pas le cas.

Si le ministre des Finances, qui rejette si cavalièrement sur les femmes la faute du chômage, voulait bien jeter un coup d'œil sur la situation réelle de beaucoup de femmes qui travaillent, il saurait que très souvent elles travaillent uniquement parce qu'elles y sont contraintes. Si elles ne le faisaient pas, ou si elles ne cherchaient pas du travail, leur table resterait sans pain, leurs enfants n'auraient pas l'avenir auquel ils ont droit dans un pays comme le Canada. Ces femmes sont tenues de travailler parce que notre gouvernement n'a pas su maîtriser la flambée des prix, et qu'il a détruit le sens des potentialités qui a déjà été le fondement du pays.

[M. Clark.]

Le premier ministre, avec l'indifférence qu'il montre depuis des années à l'endroit des questions économiques et de la condition du Canadien moyen, dit que c'est la faute des autres pays, de la conjoncture mondiale. Autrefois, c'était le mauvais temps, mais aujourd'hui il lui faut une autre explication. Le vrai problème, c'est les dix ans d'échecs du gouvernement. Bien sûr nous vivons dans un monde difficile. Le premier ministre doit bien le savoir, lui qui a tant lu et tant voyagé. Nous vivons dans un monde difficile, mais il n'empêche que notre pays devrait être en tête, au lieu de traîner à la remorque des autres comme nous faisons sous la direction et les politiques du gouvernement actuel.

Des voix: Bravo!

M. Clark: La difficulté c'est que le gouvernement est usé. Même quand il était jeune—et il faut remonter loin en arrière pour se le représenter à l'époque où il avait quelque énergie—quand ses meilleurs ministres ne pensaient qu'à foncer tandis qu'ils ne songent plus qu'à partir, comme le ministre de la Justice (M. Basford) qui est là en face, à l'époque où il avait de l'énergie et de l'imagination, mais c'est lui qui a fait naître tant de nos difficultés économiques actuelles en faisant passer toutes sortes de choses avant l'économie. Il est incontestable qu'en accordant une attention si exclusive à la politique linguistique et à diverses théories comme la collaboration contractuelle, le gouvernement s'est fermé les yeux aux réalités de notre économie. Non seulement a-t-il préparé la voie à nos problèmes économiques actuels, mais il a aussi ravivé le séparatisme dans la province de Québec. Telle est l'héritage du gouvernement actuel.

Obligé de faire face aux réalités économiques du Canada, le gouvernement est trop faible pour réagir. Les ministériels se bornent à tenter de tromper le peuple au lieu d'essayer de le diriger. Son leadership économique est un échec retentissant. Je demande à la Chambre d'y réfléchir.

● (1622)

Demain, 14 avril, est la date où les contrôles doivent prendre fin, et la Chambre et le pays doivent constater deux choses. Le gouvernement a manqué à sa parole en instituant des contrôles. Tout le monde le sait, mais il a également manqué à sa parole dans la façon dont il a appliqué ces contrôles. Les députés et le peuple se souviendront qu'après avoir imposé des contrôles, le premier ministre avait promis de remanier en profondeur la politique de l'habitation, de l'énergie et d'autres politiques où des changements s'imposaient, la période des contrôles et le climat d'urgence étant propices à ces changements. Aujourd'hui, on attend toujours ces réformes. C'est par millions que les fonds canadiens ont quitté notre pays à cause de l'incertitude engendrée par ces contrôles, et l'inflation, qui devrait être terrassée et disparaître au dire du gouvernement, atteint aujourd'hui 8.8 p. 100 et continue de s'aggraver.